



Stratégie nationale de lutte contre la criminalité organisée en Suisse

Mesures impliquant des modifications législatives

Fiche d'information à l'intention des médias

État : décembre 2025

L'essentiel en bref

La lutte contre la criminalité organisée exige la collaboration étroite entre la Confédération, les cantons, les communes, les milieux économiques, la société civile et les partenaires étrangers. La stratégie nationale prévoit un plan d'action national assorti de mesures concrètes et d'un calendrier. Alors que certaines mesures nécessitent une modification de la législation, d'autres s'inscrivent dans le cadre légal existant. Sont présentées ci-après les mesures qui entraînent des modifications législatives.

Exemples de mesures impliquant des modifications législatives

Exemple – Signalement : les employés des autorités administratives sans compétence en matière de poursuite pénale (par ex. offices des impôts, offices des poursuites ou bureaux du registre foncier) sont souvent confrontés à des activités suspectes pouvant avoir un lien avec le crime organisé. La Confédération impose à ses employés une obligation de dénoncer en cas de soupçon d'infraction. Ainsi, les collaborateurs de l'administration fédérale qui soupçonnent une infraction grave dans le cadre de leur activité sont tenus de la dénoncer. Certains cantons possèdent des bases légales similaires. D'autres n'ont prévu ni obligation ni droit de dénoncer pour leurs employés. Les employés de l'administration ne disposant pas explicitement du droit de signaler les soupçons d'infraction conçus dans l'exercice de leurs fonctions peuvent être punis pour violation du secret de fonction s'ils transmettent de telles informations. Il faut harmoniser cette situation afin de permettre le signalement de soupçons à l'échelle nationale et empêcher les activités clandestines de la criminalité organisée ainsi que son infiltration de l'économie et de la société dans toute la Suisse.

Mesures envisagées : la Confédération et les cantons créent les bases légales nécessaires permettant aux autorités administratives de signaler aux autorités de poursuite pénale leurs soupçons (indices d'infraction et autres observations suspectes) sans violer le secret de fonction.

Effet escompté : si toutes les autorités administratives peuvent signaler leurs soupçons aux autorités de poursuite pénale, l'identification des activités du crime organisé et la lutte contre ce fléau s'en trouvent renforcés dans toute la Suisse.

Exemple – Coopération nationale : les contrôles, par exemple dans la restauration, qui font intervenir conjointement sur place la police, le contrôle du marché du travail et le contrôle des denrées alimentaires afin d'inspecter un établissement, sont plus efficaces, moins onéreux et permettent de mieux détecter des infractions. Ils sont très importants pour démasquer les trafiquants professionnels d'êtres humains et mettre au jour leurs stratagèmes. Or, toutes les régions de Suisse ne disposent pas des bases légales requises permettant à ces autorités d'intervenir ensemble et de partager directement entre elles les informations obtenues.

Mesures envisagées : il convient de créer les bases légales nécessaires afin que les autorités et les particuliers qui assument des tâches publiques (par ex. contrôles du marché du travail par des organisations privées) puissent traiter et échanger des données relatives à des cas et à des personnes en lien avec le crime organisé.

Effet escompté : dans toute la Suisse, des contrôles conjoints efficaces peuvent être effectués au sein d'établissements de la restauration ; les diverses tâches de contrôle effectuées par les différentes autorités permettent alors de procéder à un contrôle complet de l'établissement concerné. Les établissements de restauration font donc l'objet d'un contrôle unique portant à la fois sur le respect des conditions d'engagement, la sécurité alimentaire, les directives en matière de comptabilité et de cotisations sociales, et les conditions d'autorisation. C'est ainsi qu'une image plus globale de l'établissement est obtenue. Les incohérences qui peuvent indiquer notamment l'exploitation systématique de la main-d'œuvre ou le blanchiment d'argent par le biais de recettes fictives en espèces sont de ce fait plus faciles à détecter.

Exemple – Échange d'informations : il existe déjà la plate-forme de recherche policière (POLAP), qui permet de relier les systèmes d'information de la Confédération touchant à la sécurité et les systèmes d'information de l'Union européenne existants, notamment le Système d'information Schengen (SIS). L'échange de données entre les cantons et la transmission de données des cantons à la Confédération ne fonctionnent toutefois pas de manière satisfaisante, car les bases légales sont insuffisantes.

Mesures envisagées : la Confédération et les cantons élaborent les bases légales nécessaires afin que tous les systèmes de police locaux puissent être raccordés à POLAP. Celle-ci doit permettre aux corps de police cantonaux et aux organes de police fédéraux de consulter directement les données de police dans toute la Suisse.

Effet escompté : l'intensification de la coopération et l'échange réglementé de données entre cantons ainsi qu'entre ces derniers et la Confédération permettent à toutes les parties prenantes de lutter plus efficacement contre le crime organisé.

Exemple – Coopération internationale : une autorité étrangère signale qu'un membre de la criminalité organisée recherché se trouve en Suisse, bien qu'elle n'ait pas encore émis de mandat d'arrêt international. Afin de pouvoir arrêter cette personne, il faut que celle-ci soit soupçonnée d'avoir commis une infraction en Suisse ou que diverses conditions juridiques en matière d'entraide judiciaire internationale soient remplies. Les clarifications et formalités requises à cet effet prennent parfois tellement de temps que la personne recherchée peut quitter la Suisse entre-temps. Notre pays peut ainsi être utilisé comme un radeau de sauvetage à court terme en Europe. Lorsqu'un lien entre cette personne et la Suisse est identifié à un stade précoce, la participation de notre pays à l'enquête peut être envisagée. Une équipe commune d'enquête (*joint investigation team*, JIT) établie de manière formelle peut immédiatement mettre en œuvre des mesures, le plus souvent aux niveaux supracantonal et international, dans le cadre d'une procédure.

Mesures envisagées : les autorités nationales doivent améliorer la coopération avec leurs partenaires internationaux sur les plans institutionnel, opérationnel, juridique et technique. Elles utilisent à cet effet tous les instruments à leur disposition, tels que les JIT, dans les cas internationaux complexes. En outre, le Département fédéral de justice et police (DFJP) examinera les bases légales régissant la coopération policière internationale et élaborera les modifications requises en matière d'entraide judiciaire internationale dans le domaine pénal.

Effet escompté : l'échange d'informations avec l'étranger est renforcé en matière stratégique et opérationnelle, ce qui facilite la lutte contre le crime organisé. Les liens avec la Suisse dans les procédures internationales et les éléments internationaux dans les procédures nationales sont identifiés plus rapidement. Les obstacles formels à la lutte contre les activités de la criminalité organisée s'étendant au-delà des frontières cantonales et nationales sont réduits. Les bases légales de la coopération internationale ont été adaptées aux besoins de la pratique.

Exemple – Lutte contre le blanchiment d'argent : lorsqu'un individu ne cesse de déplacer des millions entre différentes entreprises tout en entretenant des contacts réguliers avec des trafiquants de cocaïne connus, on ne peut

actuellement prouver qu'il s'agit de blanchiment d'argent que si l'on prouve également que cet individu reçoit de l'argent de la part des trafiquants de cocaïne qui provient clairement du trafic de ce stupéfiant. D'autres pays s'appuient avec succès sur des bases légales qui, pour prouver le blanchiment d'argent, ne requièrent pas que la vente de cocaïne soit démontrée en détail. Il existe différentes variantes dans le droit international comparé, dont il convient de peser et d'examiner les avantages et les inconvénients.

Mesures envisagées : le DFJP élabore des propositions de modifications législatives visant à faciliter la poursuite et la preuve du blanchiment d'argent. Il en élabore également afin de permettre aux autorités compétentes de geler et, le cas échéant, de confisquer plus aisément et plus rapidement des valeurs patrimoniales.

Effet escompté : les modifications législatives privent les réseaux criminels de leur base financière, protègent l'économie et l'État de droit et empêchent que des revenus illégaux ne soient utilisés pour commettre des infractions pénales supplémentaires. Lorsque les organisations criminelles n'ont plus la possibilité d'injecter des fonds d'origine illégale dans le circuit économique légal, elles ne peuvent plus financer, développer ou dissimuler leurs activités. Cette difficulté pourrait pousser les organisations criminelles à réduire leurs activités en Suisse.

Exemple – Renforcement des moyens de la poursuite pénale : des passeurs traversent la Suisse à bord de deux voitures. L'une d'elles est contrôlée. Le conducteur et ses passagers parlent peu et répondent à peine. Or, il est clair que les passagers ne sont pas là de leur plein gré. La police veut investiguer et vérifier sur leurs téléphones portables d'où ils viennent, s'il y a eu des accords pour le transport, etc. Les bases légales actuelles permettent au conducteur de ne pas montrer son téléphone portable tant qu'un tribunal des mesures de contrainte ne l'a pas ordonné. Entre-temps, la seconde voiture avec les autres passagers clandestins a déjà quitté la Suisse. Souvent, même le conducteur contrôlé et ses passagers sont déjà libres et ont pu poursuivre leur voyage avant que la décision d'examiner le téléphone portable soit prise et que le trafic d'êtres humains soit identifié. Lorsque la procédure de mise sous scellés s'éternise et que les autorités ne peuvent pas faire une copie du contenu du téléphone portable immédiatement après sa saisie, il y a le risque que la personne concernée ait le temps d'en effacer le contenu en accédant à distance au *cloud*.

Mesures envisagées : le DFJP proposera des modifications dans le cadre du projet relatif à un paquet législatif visant à lutter contre le crime organisé. Il proposera des bases légales qui permettront de prendre les mesures indispensables à la sauvegarde des vies humaines et qui empêcheront la destruction de moyens de preuve avant qu'intervienne la décision judiciaire liée à la procédure de mise sous scellés.

Effet escompté : les preuves requises peuvent être saisies et analysées, renforçant ainsi le travail d'enquête de la police jusqu'aux procédures pénales devant les tribunaux.

Calendrier

L'objectif est d'élaborer, d'ici à la fin de 2027, un avant-projet à envoyer en consultation comprenant les modifications législatives prévues.